

# P REMIÈRES INFORMATIONS

## et PREMIÈRES SYNTHÈSES

### CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU PREMIER TRIMESTRE 2003 *AU CREUX DE LA VAGUE ?*

Après avoir bien résisté en 2002, l'emploi s'est ajusté au premier trimestre 2003 (-0,3 %, soit -49 000). À l'image de ce qui s'est passé au trimestre précédent, l'emploi intérimaire rythme ces évolutions (-42 000 après +26 000), l'emploi hors-intérim demeurant plus lisse (-7 000 après +21 000).

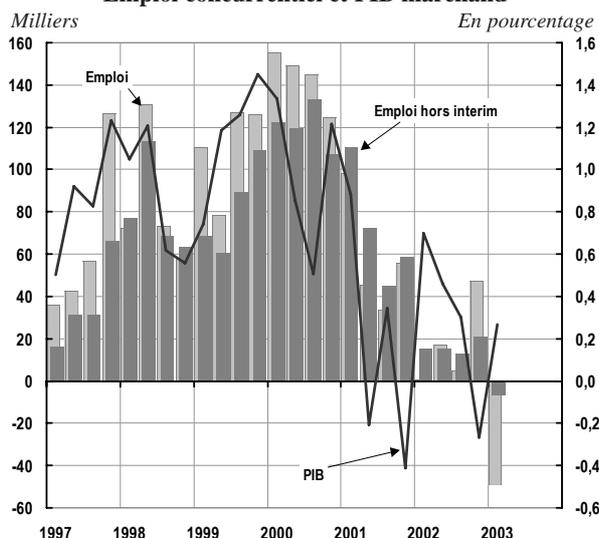
Ce recul de l'emploi fait écho au ralentissement économique intervenu dans le courant de 2002. La productivité rebondit dans un contexte de stabilité des salaires mensuels, permettant une amélioration de la situation d'exploitation des entreprises. Le chômage suit le mouvement de l'emploi, enregistrant une hausse de +0,2 point. Les dispositifs de politique de l'emploi limitent les effets de la conjoncture.

#### Retour à la croissance

Au premier trimestre 2003 la croissance a été supérieure aux attentes (+0,3 %). Mais, après avoir bien résisté au ralentissement, le marché du travail a marqué le pas : l'emploi recule de -0,3 % dans les secteurs marchands et le taux de chômage progresse de +0,2 point.

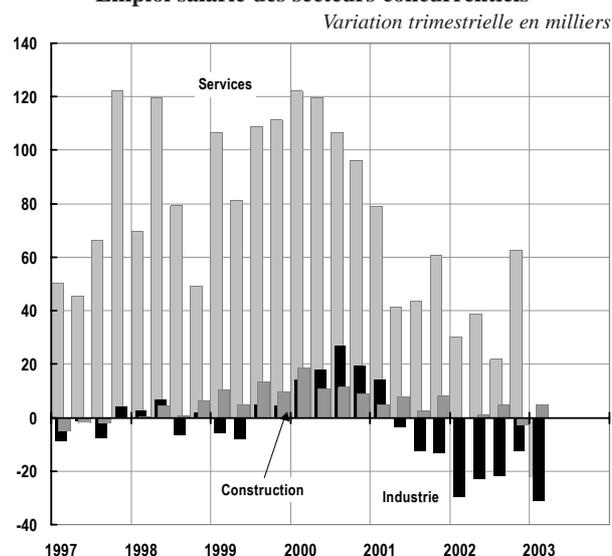
La croissance du PIB (+0,3 %) repose sur le rebond simultané de la consommation des ménages (+0,6 %) et de l'investissement des entreprises (+0,5 %). Dans les deux cas, la progression enregistrée est la plus forte depuis le troisième trimestre 2001. La situation financière des entreprises est meilleure que ce qui

Graphique 1  
Emploi concurrentiel et PIB marchand



Emploi sur l'échelle de gauche et PIB sur l'échelle de droite.  
Sources : Dares, Insee, Unédic.

Graphique 2  
Emploi salarié des secteurs concurrentiels



L'intérim n'est pas ventilé dans les secteurs utilisateurs.  
Sources : Dares, Insee, Unédic.

avait été annoncé initialement (1), contribuant à cette première hausse de l'investissement après cinq trimestres de baisse. En revanche, la consommation des ménages progresse en dépit d'une importante contraction du pouvoir d'achat des salaires individuels au cours du trimestre (-0,4 %). La vivacité de ces évolutions fait plus que compenser la forte dégradation venue de l'extérieur, puisque les exportations se contractent de -0,7 % ce trimestre après -0,5 % au trimestre précédent, tandis que les importations progressent de +0,7 % dans le sillage de la demande intérieure.

Depuis plusieurs mois, les anticipations des agents -ménages et entreprises- se sont fortement repliées. Une correction semblait naturelle en raison de l'optimisme excessif du début 2002, optimisme que l'atonie des indicateurs d'activité ne justifiait pas. La croissance finalement observée en 2002, le maintien de l'inflation à un rythme plus élevé que prévu, la fragilité persistante des entreprises affectant les marchés financiers et enfin la situation politique internationale ont assombri les perspectives. Cependant, la dégradation des anticipations peut sembler aujourd'hui excessive: la confiance est très affectée alors même que l'ac-

tivité se maintient dans une zone de croissance, lente mais positive.

## L'emploi

La destruction de 49 000 emplois (-0,3 %) dans les secteurs concurrentiels marque fortement ce premier trimestre 2003. Mais l'apparence violente et soudaine de cette dégradation peut être trompeuse car celle-ci s'inscrit simplement en contrepoint de la très vigoureuse croissance de l'emploi au dernier trimestre 2002 (+47 000) (tableau 1). En effet, tout au long de l'année 2002, l'emploi et le chômage ont bien résisté au ralentissement économique, si bien que l'évolution du premier trimestre correspond au schéma usuel d'un délai d'ajustement (de 1 à 2 trimestres) entre le ralentissement de l'activité naguère observé et celui de l'emploi, ne signalant pas une nouvelle aggravation de la situation.

La hausse de l'emploi fin 2002 était atypique dans la mesure où elle résultait pour moitié (+26 000) d'une brusque hausse de l'emploi intérimaire, en parallèle d'une diminution du PIB de -0,1 point au cours du trimestre. Les évolutions de l'emploi intérimaire jouent encore un rôle prépondérant dans l'évolution actuelle (-42 000, soit 9/10 des pertes

d'emplois du trimestre), faisant ainsi plus qu'effacer l'évolution précédente [Dares, 2003-1] ; [Fréchou, 2003]: ainsi, l'emploi intérimaire poursuit le lent reflux qu'il connaît depuis le pic d'activité de la fin de l'année 2000, retrouvant son niveau de la fin 1999 (graphique 3).

Hors-intérim l'emploi évolue plus modérément: -7 000 après +21 000 au trimestre précédent (graphique 1). De faible ampleur, cette évolution ne doit cependant pas être sous-estimée car sa tendance légèrement déclinante s'est affirmée, devenant négative pour la première fois depuis 1993. Elle s'inscrit dans la ligne des deux années précédentes mais tranche avec une année 2002 où la croissance était encore exceptionnellement riche en emplois: +69 000 dans les secteurs concurrentiels et de +95 000 pour l'emploi total, pour +1,2 % de croissance du PIB.

Les évolutions sectorielles sont marquées (graphique 2). L'emploi industriel s'affaiblit encore, enregistrant son plus fort recul depuis 1993 (-31 000); de plus, l'essentiel de la chute de l'intérim observée au cours

(1) - Le taux de marge des entreprises, nettement moins dégradé qu'avant la révision des Comptes Nationaux, subit les effets usuels du cycle d'activité.

Tableau 1  
De l'emploi salarié des secteurs concurrentiels à l'emploi total

Milliers cvs et %	2003		2002				2003				2002	2003
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T/(T-4)		
Catégorie	Niveau					Variation trimestrielle					%	
<b>Secteurs concurrentiels (1)</b>	<b>15 449</b>	<b>1</b>	<b>17</b>	<b>5</b>	<b>47</b>	<b>-49</b>					<b>0,9</b>	<b>0,1</b>
dont: Industrie	4 035	-30	-23	-22	-13	-31					-1,4	-2,2
Construction	1 268	-0	1	5	-3	5					1,5	0,6
Tertiaire	10 146	30	39	22	63	-22					1,7	1,0
<b>Non-marchand aidé (2)</b>	<b>466</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>-19</b>	<b>-26</b>					<b>-1,0</b>	<b>-6,4</b>
<b>Autres (3)</b>	<b>8 716</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>8</b>					<b>0,7</b>	<b>0,4</b>
<b>Emploi total</b>	<b>24 631</b>	<b>16</b>	<b>37</b>	<b>18</b>	<b>37</b>	<b>-67</b>					<b>0,8</b>	<b>0,1</b>

(1) - Secteurs concurrentiels non agricoles (EB-EP).

(2) - Contrats emploi-solidarité (CES), Contrats emploi consolidé (CEC), Contrat emploi ville (CEV) et Emplois jeune.

(3) - Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non salariés de tous les secteurs.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

de ce trimestre provient de l'industrie, alors que ces pertes d'emplois sont ici comptabilisées dans le secteur des services aux entreprises. Cette ventilation de l'intérim par secteur utilisateur permet de relativiser la destruction de -22 000 emplois dans le secteur tertiaire marchand, suggérant ainsi que l'évolution de l'emploi de ce secteur a, en réalité, été positive au cours du premier trimestre 2003. Cette lecture ne parvient cependant pas à occulter que le l'emploi tertiaire subit lui aussi les effets du ralentissement économique. Enfin, dans le secteur de la construction, la progression de l'emploi (+5 000) reste toujours aussi étonnante, tant compte tenu des évolutions de l'activité que

de celles des opinions des entrepreneurs.

Après une année 2002 très dynamique (+41 000), l'emploi non concurrentiel non aidé progresse encore (+8 000), compensant ainsi le reflux sensible des effets des politiques de l'emploi dans le secteur non marchand (-26 000).

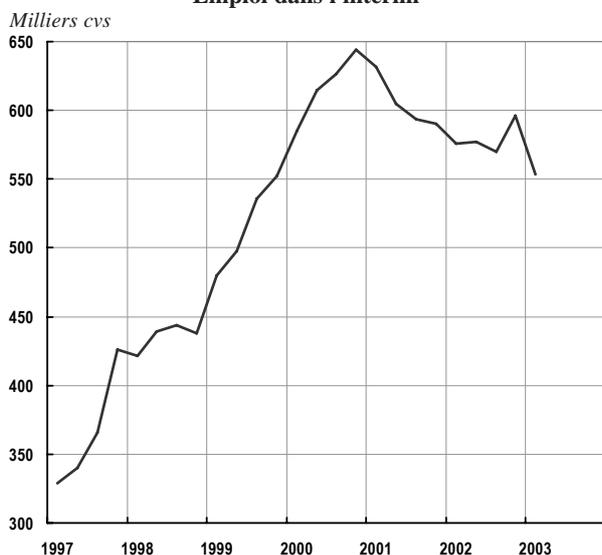
### La productivité

Après une année 2001 fortement dégradée, la productivité s'est faiblement redressée en 2002. Le premier trimestre 2003, qui combine croissance de l'activité et destructions d'emplois, est certes marqué par un rebond de productivité, mais la

tendance demeure éte, autour de 0,5 % en glissement annuel (graphique 4).

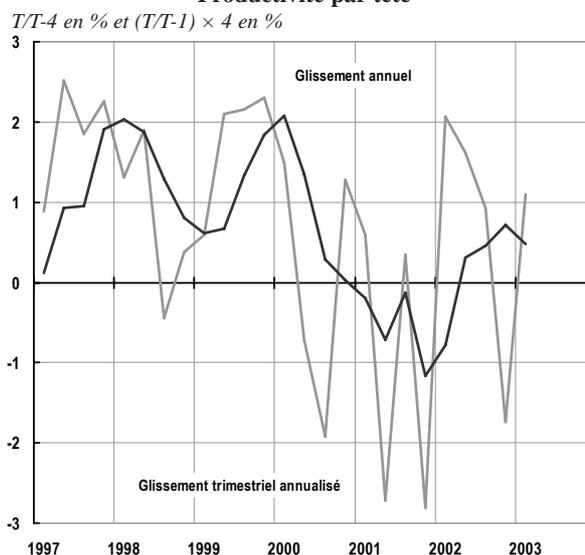
Dans l'industrie, les gains de productivité correspondent à leur moyenne de longue période (autour de +3 % par an) pour le deuxième trimestre consécutif. Cela contribue à enrayer la dégradation des taux de marge et indique, tout comme la stabilisation de l'indicateur de tension sur la main-d'œuvre (graphique 6), que ce secteur s'ajuste progressivement. La ventilation de l'intérim par secteur utilisateur renforcerait ce diagnostic ; elle mettrait également en évidence que, même si le secteur tertiaire a ajusté son emploi intérimaire dès 2002, les gains de produc-

Graphique 3  
Emploi dans l'intérim



Sources : Dares, Insee.

Graphique 4  
Productivité par tête



Champ : secteurs concurrentiels non agricoles.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

tivité y demeurent aujourd'hui négatifs, et le contenu en emplois de la croissance élevé. Pour ce qui concerne le secteur de la construction, les gains de productivité sont toujours inexplicablement négatifs.

## Salaires

Au premier trimestre 2003 les différents indicateurs de salaires prolongent leurs tendances précédentes (graphique 5). Le *salairé horaire de base ouvrier* (SHBO) s'accroît de 0,8 % par rapport au trimestre précédent, cependant que son glissement annuel revient à 2,8 %, au lieu de 3,5 % au dernier trimestre 2002. Le *salairé mensuel de base* (SMB) progresse de +0,9 %, et reste sur un rythme stable de +2,5 % en glissement annuel.

La tendance déclinante du salairé horaire reflète le ralentissement de la réduction du temps de travail, qui

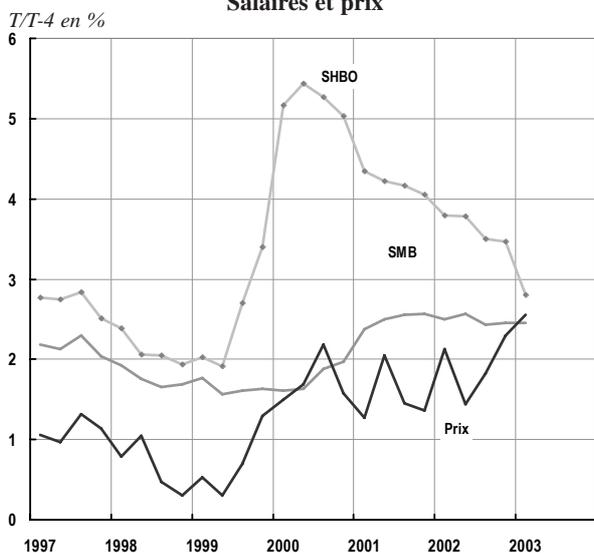
s'est poursuivi dans le courant de l'année 2002 (Dares, 2003-2) : la progression du SHBO est la plus faible observée au cours des quatre dernières années pour un premier trimestre. Dans l'ensemble, compte tenu du ralentissement de l'activité, qui affecte l'emploi, le chômage, et détend les difficultés de recrutement, les salaires nominaux restent pourtant dynamiques, sous l'influence d'un rythme toujours soutenu d'inflation. Néanmoins, les pertes de pouvoir d'achat des salaires sont notables en ce début d'année (-0,4 % pour le SMB, et -0,5 % pour le SHBO au premier trimestre); le maintien de l'inflation sous-jacente sur un rythme plus élevé qu'anticipé explique partiellement cette dynamique, mais ce sont principalement les chocs exceptionnels (pétrole et tabac), qui sont à l'origine du ressaut des prix enregistré au début de 2003.

## La politique de l'emploi

Le premier trimestre de l'année coïncide avec une intensification des dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi. Cela permet de compenser l'extinction des effets sur l'emploi des allégements généraux de cotisations sociales sur les bas salaires, qui ne progressaient plus qu'au rythme de +0,3 % en 2002 (Guillemot, 2003). Conformément à ce qui a été annoncé au fur et à mesure que le ralentissement de l'activité s'affirmait, la diminution programmée de certains dispositifs a été différée, évitant ainsi des effets pro-cycliques trop prononcés sur l'emploi.

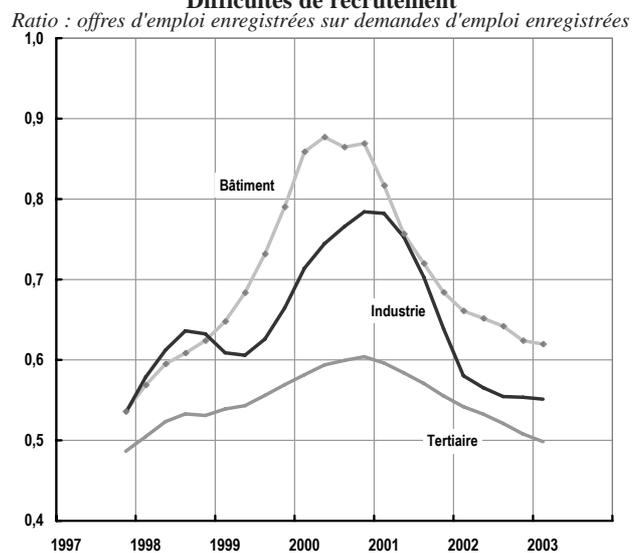
Dans le secteur marchand les nouveaux bénéficiaires du trimestre sont moins nombreux qu'un an auparavant (-6,0 %), mais le déclin est considérablement aplani par rapport à la même période de 2002, où il attei-

Graphique 5  
Salaires et prix



Sources : Dares, Insee.

Graphique 6  
Difficultés de recrutement



Les intitulés ne recouvrent pas des secteurs d'activité mais des familles professionnelles  
Sources : Dares, Insee.

Tableau 2  
Évolutions des salaires de base et des prix

Variation en %	2002				2003				2002	2003	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance	T/T-4)	
	Variation trimestrielle en %									%	
<b>Salairé Horaire de Base Ouvrier</b>	1,4	0,7	0,8	0,5	0,8					3,8	2,8
<b>Salairé Mensuel de Base Ouvrier</b>	0,8	0,5	0,7	0,5	0,8					2,8	2,5
<b>Salairé Mensuel de Base</b>	0,8	0,6	0,6	0,4	0,9					2,5	2,5
<b>Prix</b>	1,1	0,5	0,4	0,4	1,3					2,1	2,6

Sources : Dares, Insee.

Tableau 3  
Les dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine Données brutes, au 10 juin 2003 Milliers et %	Flux			Stock	Variations du stock			
	2002	2003	T/(T-4)	2003	T1	T2	T3	T4
	Entrées en T4			T4	T/(T-4) en %			
<b>Emplois aidés dans le secteur marchand (1)</b>	<b>164</b>	<b>157</b>	<b>-6,0</b>	<b>1 118</b>	<b>-16,5</b>			
dont: Abaissement de coûts salariaux	41	37	-8,4	462	-31,5			
Abattement temps partiel	24	0	--	198	-44,0			
Exonérations pour l'embauche de salariés	3	3	-13,3	50	-59,8			
Contrat initiative emploi	14	13	5,8	152	-21,8			
Contrat Jeune en entreprise	-	21	++	65	++			
Formations en alternance	86	82	4,2	584	-3,2			
Contrat d'apprentissage	41	44	8,6	375	0,4			
Contrat de qualification	29	24	-16,9	163	-6,2			
Contrat de qualification adulte	2	2	8,6	10	6,4			
Contrat d'adaptation ou d'orientation	14	11	-17,1	36	-22,5			
<b>Emplois aidés dans le secteur non marchand</b>	<b>128</b>	<b>109</b>	<b>-15,1</b>	<b>469</b>	<b>-6,4</b>			
dont: Contrats Emploi-Solidarité	77	65	-15,9	140	-9,6			
Contrats Emploi Consolidé (2)	35	34	-3,1	135	-1,1			
Contrats Emploi Jeunes	15	10	-38,6	195	-7,3			
<b>Actions d'insertion et de formation Adultes</b>	<b>27</b>	<b>25</b>	<b>-19,8</b>	<b>18</b>	<b>-45,1</b>			
dont: Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	24	12	-48,9	16	-48,2			
Stages d'Accès à l'Entreprise (a)	3	3	-1,3	2	-4,2			
<b>Accompagnement des restructurations</b>	<b>21</b>	<b>17</b>	<b>-10,3</b>	<b>108</b>	<b>1,8</b>			
dont: Prêtraites Allocations Spéciales FNE (b)	2	2	3,0	34	-20,9			
Prêtraites Progressives (b)	5	5	9,0	48	11,5			
Cessation anticipée de travailleurs salariés (3)	3	5	57,8	20	++			
<b>Allocation de remplacement pour l'emploi (b)</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>30</b>	<b>-54,3</b>			
<b>Dispenses de recherche d'emploi</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>379</b>	<b>3,3</b>			
<b>Ensemble</b>	<b>341</b>	<b>295</b>	<b>-13,6</b>	<b>2 122</b>	<b>-12,2</b>			
Trajet d'accès à l'emploi - TRACE (4)	21	20	-3,6	107	40,0			

(1) - Y compris insertion par l'économique et aide à la création d'emploi et d'activité.

(2) - Source CNASEA.

(3) - Source Dares.

(4) - Le total général ne comprend pas TRACE, ce dispositif regroupant des bénéficiaires passés dans diverses mesures.

Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf: (a) entrées en stage; (b) premiers paiements.

Sources : Dares, CNASEA, Anpe, Unédic, Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère de l'Intérieur.

gnait -28,4 % en glissement annuel. La baisse peut encore apparaître drastique, mais si l'on exclut les effets de l'abattement temps partiel le nombre de nouveaux entrants dans les dispositifs destinés au secteur marchand augmente de +12,1 % en glissement annuel (+2,7 % au trimestre précédent). La clôture du dispositif d'abattement temps partiel, était anticipée, une grande partie des bénéficiaires ayant progressivement basculé vers des dispositifs d'allègements généraux de cotisations sociales en contrepartie de la réduction du temps de travail.

Cette hausse est remarquable car elle s'inscrit en contrepoint de la contraction de l'emploi dans le secteur marchand, alors que les dispositifs de politiques de l'emploi orientés vers ce secteur sont traditionnellement très sensibles à la conjoncture. Elle est principalement

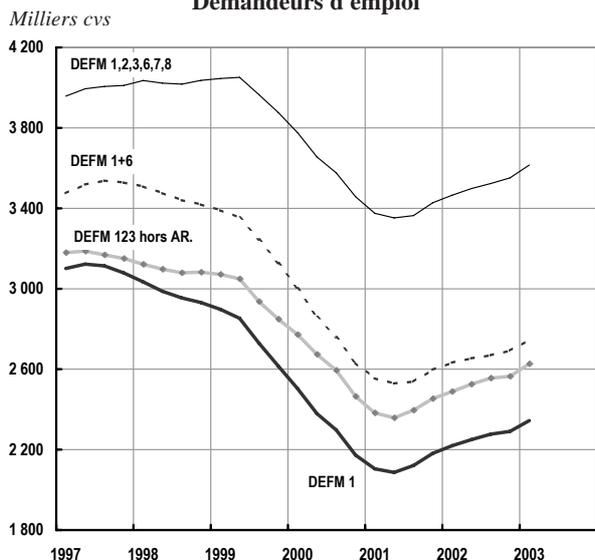
le fruit d'entrées régulières dans le contrat Jeune en Entreprise (21 000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2003), d'une progression toujours soutenue des contrats d'apprentissage (le glissement annuel passe à +8,6 %, au lieu de +2,8 % au dernier trimestre 2002), mais aussi de la stabilisation des flux d'exonération concernant les Zones de revitalisation urbaines (ZRU) ou rurales (ZRR). Ces mesures dynamiques compensent le repli des contrats de qualification (-16,9 %) et celui des contrats d'orientation et d'adaptation (-17,1 %) en lien avec l'état général du marché du travail, même s'ils sont moins affectés qu'à la fin 2002. Les nouveaux bénéficiaires de Contrats initiative emploi progressent aussi sensiblement, de +5,8 % en glissement annuel.

L'effectif de bénéficiaires de mesures dans le secteur marchand est à l'image de ces flux, fortement

marqué par la suppression de l'abattement temps partiel : la baisse apparente (-16,5 %) est forte mais, à périmètre comparable, il décroît moins qu'au trimestre précédent (-6,5 % contre -9,9 %). La décrue des mesures d'abaissement des coûts salariaux est en effet bien moindre qu'au cours de l'année dernière, principalement en raison de la montée en puissance des contrats jeune en entreprise.

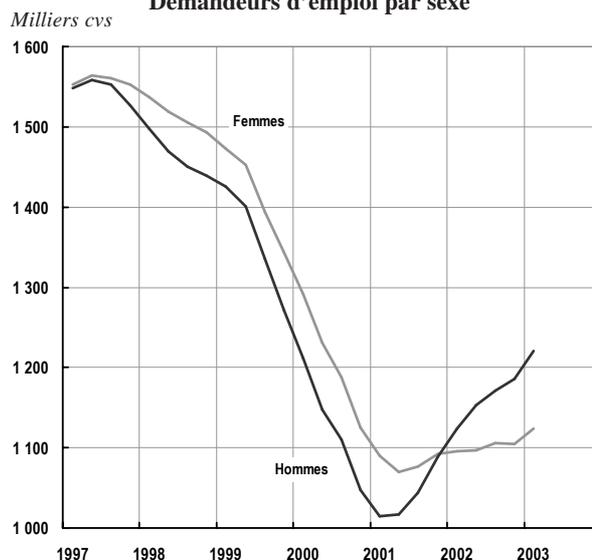
Dans le secteur non marchand, la baisse des flux d'entrants se stabilise à -15,1 % en glissement annuel, alors même que le premier trimestre 2002, qui sert de référence, était très riche en nouveaux contrats emploi-solidarité (CES). Plus de 20 000 nouveaux bénéficiaires de ce dispositif ont été comptabilisés par mois depuis le début de l'année, soit un recul de -15,9 % par rapport au premier trimestre 2002, contre -19,8 % en

Graphique 7  
Demandeurs d'emploi



Sources : Dares, Anpe.

Graphique 8  
Demandeurs d'emploi par sexe



Champ : DEFM 1.

Sources : Dares, Anpe.

glissement annuel fin 2002. L'effort est donc net, et parvient même à équilibrer la cessation du dispositif *Emplois Jeunes*, qui baisse, lui, de -38,6 %. Au total, le stock de bénéficiaires continue sa baisse, avec -6,4 % ce trimestre, repli accentué par la saisonnalité inhabituelle des entrées en 2001 et 2002 (Dares, 2003-1).

Les actions de formation se replient de moitié par rapport à l'année dernière, principalement sous l'impulsion des SIFE collectifs, très peu nombreux en ce début 2003

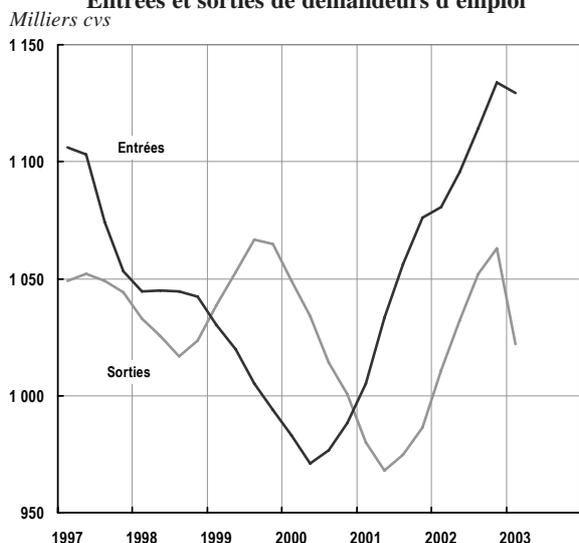
(-48,9 % sur un an). L'accompagnement des restructurations, bien qu'en recul de -10,3 %, est stable si l'on met de côté la quasi-disparition des *Conventions de conversion*. La hausse du stock total de bénéficiaires d'une de ces mesures (1,8 %), qui met fin à une longue série de baisses, illustre les nombreuses préretraites (CATS) qui ont pris effet au cours de l'année écoulée (extension de l'accord à de nouvelles branches, accroissant le nombre de bénéficiaires potentiels) : les entrants du premier trimestre 2003 sont +57,8 % plus

nombreux qu'il y a un an, alors que le stock de bénéficiaires a doublé dans le même temps (+118,5 %). Les dispenses de recherche d'emploi concernant les chômeurs les plus âgés continuent de progresser à un rythme stable (+3,3 %).

## Le chômage

Après une accalmie dans la deuxième moitié de 2002, qui a eu pour résultat de contenir la hausse à +0,3 point sur l'année, le taux de chômage s'est significativement

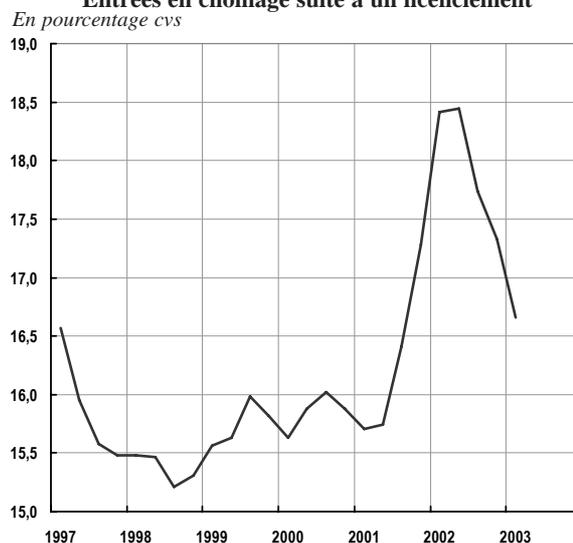
Graphique 9  
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi



Champ DEFM 1, cvs.

Sources : Dares, Anpe.

Graphique 10  
Entrées en chômage suite à un licenciement



Entrées pour cause de licenciement économique ou individuel, en % du total des entrées au chômage.

Sources : Dares, Anpe.

Tableau 4  
Demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Unités : milliers/cvs	2003		2002				2003			2002	2003	
	T1		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	
Catégorie	Niveau	Variation trimestrielle									%	
<b>DEFM 1</b>	<b>2 368</b>	<b>36</b>	<b>25</b>	<b>17</b>	<b>28</b>	<b>61</b>					<b>7,0</b>	<b>5,8</b>
DEFM 1+6	2 766	38	6	26	23	65					4,0	4,5
DEFM 1+2+3 hors AR (1)	2 646	33	33	20	23	67					5,9	5,7
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 638	39	20	35	25	79					3,5	4,6
<b>Taux de chômage BIT (en pts)</b>	<b>9,3</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>					<b>0,2</b>	<b>0,4</b>
Chômeurs longue durée de catégorie 1												
1 à 2 ans d'ancienneté	426	13	11	7	13	20					5,7	4,7
2 à 3 ans d'ancienneté	139	-2	1	-1	3	6					-8,3	4,1
> 3 ans d'ancienneté	123	-6	-6	-5	-4	-3					-16,3	-2,3
<b>Ensemble des CLD</b>	<b>688</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>22</b>					<b>-2,8</b>	<b>3,3</b>

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (Cat. 1), à durée indéterminée à temps partiel (Cat. 2) ou à durée déterminée (Cat. 3). De façon analogue, les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (Cat. 6), CDI à temps partiel (Cat. 7) ou CDD (Cat. 8).

Sources : Dares, Anpe.

accru au premier trimestre 2003, atteignant 9,3 % de la population active (+0,2 point). L'accroissement du nombre de *DEFM 1+2+3 hors activités réduites* atteint +67 000 personnes au cours du trimestre, soit une augmentation comparable aux +76 000 enregistrés sur le cumul des trois précédents trimestres (tableau 4).

Cette évolution reflète le ralentissement de l'emploi. Si les inscriptions demeurent au même niveau qu'au trimestre précédent (graphique 9), le motif d'entrée au chômage suite à un licenciement économique ou individuel continue de se replier, à 16,7 % de l'ensemble des entrées (graphique 10), ne dénotant pas d'aggravation significative de la situation des entreprises au début 2003. La progression rapide des inscriptions suite à une arrivée sur le marché du travail traduit également que le ralentissement de l'emploi s'opère avant tout au travers de moindres embauches. En revanche, les sorties du chômage se replient fortement, principalement en raison d'une chute des entrées en stage par rapport à la fin 2002, et ce en dépit d'un accroissement significatif des reprises d'emploi (2), hausse qui, il faut le souligner, s'est poursuivie en avril [Dares, 2003-3].

La forte inégalité entre la progression des chômeurs masculin et

féminin s'est encore accrue au premier trimestre 2003 (graphique 8). Le nombre d'hommes au chômage (DEFM 1) progresse ainsi de +8,7 % en glissement annuel, contre +2,9 % seulement pour les femmes. Depuis deux ans que le chômage est reparti à la hausse, ces taux atteignent respectivement +22,2 % et +4,9 %. Dans un premier temps, la suppression du service militaire a pu éventuellement accentuer le nombre de jeunes hommes s'inscrivant au chômage fin 2001 (environ 25 000 pour l'ensemble de l'année) ; l'anémie de l'industrie, secteur où les hommes sont fortement représentés, pèse ensuite dans un sens identique. Pour autant, l'accroissement du nombre d'hommes au chômage demeure largement inexplicable : ils sont encore près de deux fois plus nombreux que les femmes à s'être inscrits au début de l'année (+39 000 contre +21 000, en DEFM 1), cet écart affectant tout particulièrement la tranche d'âge de 25 à 49 ans.

Reflétant la reprise du chômage depuis deux ans, le nombre des chômeurs de longue durée progresse de +3,3 % alors qu'il reculait encore de -2,8 % il y a un an.

## En Europe

Le ralentissement de la croissance, qui avait d'abord massivement affecté

l'Allemagne, s'est généralisé en 2002. Les situations conjoncturelles des pays de la Zone euro s'harmonisent graduellement. Depuis l'automne 2002, la confiance des agents s'est dégradée partout, en particulier pour ce qui concerne les consommateurs. La confiance et les perspectives de production des industriels ont moins subi les incertitudes internationales. Mais, dans les deux cas, un palier a été atteint au tout début de 2003, et aucune dégradation supplémentaire significative n'a depuis affecté les indicateurs de la Zone euro.

L'évolution française pourrait apparaître très différente de celle de ses voisins, avec de fortes dégradations de la confiance jusqu'au début du printemps 2003 : en réalité, la confiance était plus ferme et n'a fait que rejoindre celle de nos principaux partenaires (3). Toutefois, dans la Zone euro, comme en France, les indicateurs d'activité restent stables par rapport à 2002 (production industrielle, ventes au détail, carnets de commandes, taux d'utilisation des capacités de production) ou ne s'infléchissent que légèrement (ventes d'au-

(2) - Il s'agit ici des reprises d'emploi déclarées à l'Anpe qui ne représentent qu'environ la moitié des reprises d'emploi effectives.

(3) - Insee [2003], « Enquêtes européennes de conjoncture mensuelles », Informations rapides, 10 juin 2003.

tomobiles). Au total, alors qu'à la fin de 2002 la croissance était attendue en baisse dans la Zone euro, elle s'est révélée légèrement positive (+0,1 %).

Dans ce contexte, le chômage continue de reproduire les évolutions de 2002: la hausse est régulière (+0,2 point) dans la Zone euro, parallèle à celle de la France depuis bientôt 2 ans. La situation toujours très dégradée de l'Allemagne (9,3 %, soit +0,4 point) pèse cependant sur l'ensemble, d'autant que l'Italie, sur une tendance stable tout au long de 2002, enregistre aussi une hausse de +0,2 point de son taux de chômage qui atteint 9,1 % au premier trimestre 2003. L'Espagne (11,4 %, soit -0,1 point), très réactive, enregistre une

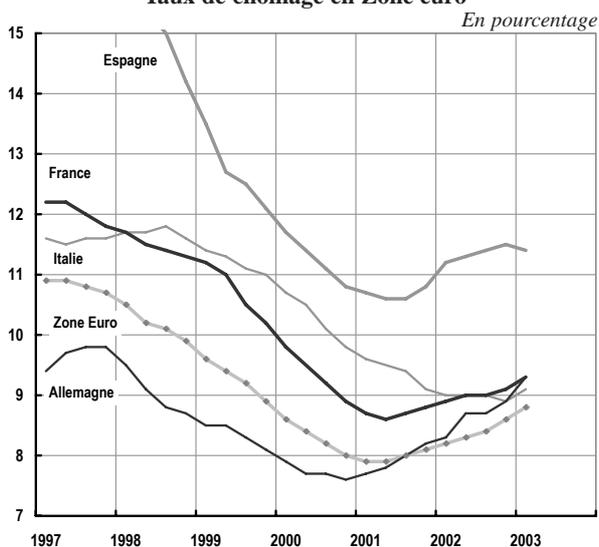
petite embellie après avoir subi une dégradation nettement plus forte que ses partenaires.

La situation européenne hors de la Zone euro demeure stable, notamment au Royaume-Uni dont le chômage est resté stable à 5,1 %, en lien avec une croissance (+1,8 % en 2002) toujours très au dessus de la moyenne européenne (+1,1 % en 2002). Ainsi, du fait de la hausse du chômage observée dans la Zone euro au début de 2003, l'Europe se distingue des pays industrialisés, dont le chômage est apparu plus stable. En effet, même si les États-Unis ont observé une embellie de -0,1 point et le Japon de -0,2 point leur taux de chômage au cours du premier

trimestre, ces gains ont pratiquement été effacés dès le moins d'avril (+0,2 point aux États-Unis et +0,1 point au Japon). Il convient de ne pas attacher une signification excessive à cette stabilisation du chômage: elle confirme simplement que la dégradation économique redoutée pour le début 2003 a laissé place à une stabilisation.

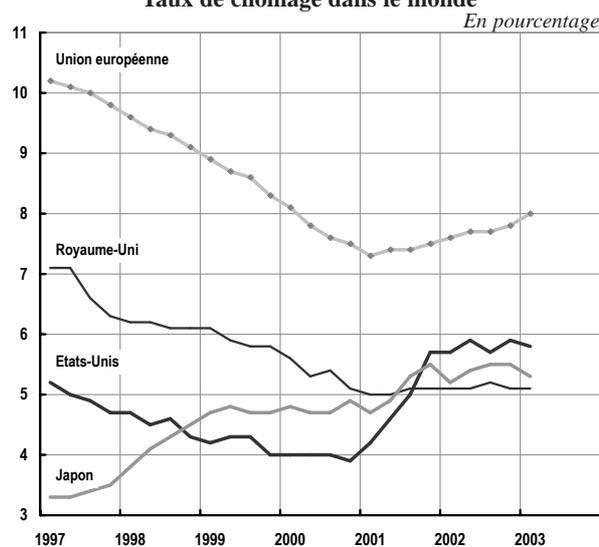
Dares \*

Graphique 11  
Taux de chômage en Zone euro



Source : Eurostat.

Graphique 12  
Taux de chômage dans le monde



Source : Eurostat.

\* Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Bruno Coquet et Chantal Brutel, composée de Abdenor Brahami, François Brunet, Raphaël Cancé, Geneviève Canceill, Karl Even, Hélène Fréchou, Stéphanie Jamet, Stéphane Jugnot, Frédéric Lerais, Magda Tomasini, Francis Vennat, Xavier Viney.

#### Bibliographie

- Dares [2003-1], « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 4<sup>ème</sup> trimestre 2002 : Persistance des créations d'emplois », *Premières Informations*, n° 14.3, avril.  
 Dares [2003-2], « Résultats provisoires de l'enquête Acemo au 1<sup>er</sup> trimestre 2003 », *Premières Informations*, mai, n° 21.2.  
 Dares [2003-3], « Le marché du travail en avril 2003 », *Premières Informations*, n° 23.1, juin.  
 Fréchou H. [2003], « L'intérim au 4<sup>ème</sup> trimestre 2002 : stabilité », *Premières Informations*, n° 20.2, mai.  
 Guillemot B. [2003], « Répercussion partielle du ralentissement sur les cotisations en 2002 », *Acess Stat*, n° 5, avril.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 20 bis, rue d'Estrées 75700 Paris 07 SP. Tél. : 01.44.38.23.11 ou 23.14. Télécopie : 01.44.38.24.43. [www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr) (Rubrique Emploi puis Études et Statistiques) - Directeur de la publication : Annie Fouquet.  
 Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Daniel Lepesant, Guy Barbut, Thierry Duret. Conception graphique : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Flashage : AMC, Paris. Reprographie : DARES.  
 Abonnements : *La Documentation Française*, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - <http://www.ladocumentationfrancaise.fr>  
 PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES - Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 112 €, CEE (TTC) 118,10 €, hors CEE (TTC) 120,20 €. Publicité : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.